CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.693/2/V
du 29 juillet 2013

sur

un projet d'arrêté royal 'portant exécution des articles 4 et 13 de la loi du 13 mars 2013 portant réforme de la retenue de 3,55 % au profit de l'assurance obligatoire soins de santé et de la cotisation de solidarité effectuées sur les pensions'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.693/2/V
van 29 juli 2013

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikelen 4 en 13 van de wet van 13 maart 2013 tot hervorming van de inhouding van 3,55% ten gunste van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en de solidariteitsbijdrage verricht op de pensioenen'

Le 10 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution des articles 4 et 13 de la loi du 13 mars 2013 portant réforme de la retenue de 3,55 % au profit de l'assurance obligatoire soins de santé et de la cotisation de solidarité effectuées sur les pensions'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 29 juillet 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, président, Jacques VANHAEVERBEEK, président de chambre, Martine BAGUET, conseiller d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 juillet 2013.

*

Op 10 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikelen 4 en 13 van de wet van 13 maart 2013 tot hervorming van de inhouding van 3,55% ten gunste van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en de solidariteitsbijdrage verricht op de pensioenen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 29 juli 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, voorzitter, Jacques VANHAEVERBEEK, kamervoorzitter, Martine BAGUET, staatsraad, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 juli 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE

Suivant l'article 191, alinéa 1er, 7o, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, l'assurance a notamment pour ressource

> « le produit d'une retenue de 3,55% effectuée sur les pensions légales de vieillesse, de retraite, d'ancienneté, de survie ou sur tout autre avantage tenant lieu de pareille pension, à charge d'un régime belge de pension, d'un régime étranger de pension ou d'un régime de pension d'une institution internationale, ainsi que sur tout avantage destiné à compléter une telle pension, même si celle-ci n'est pas acquise et allouée, soit en vertu de dispositions légales, réglementaires ou statutaires, soit en vertu de dispositions découlant d'un contrat de travail, d'un règlement d'entreprise, d'une convention collective d'entreprise ou de secteur. Cette retenue est également effectuée sur l'avantage tenant lieu de pension ou complétant une pension, octroyé à un travailleur indépendant en vertu d'un engagement collectif ou d'une promesse individuelle de pension, conclus par l'entreprise ainsi que sur la pension complémentaire définie à l'article 42, 1°, de la loi-programme du 24 décembre 2002.
>
> Cette retenue ne peut avoir pour effet de réduire à partir du 1er janvier 2002, le total des pensions ou avantages visés ci-dessus à un montant inférieur à 535,77 EUR par mois, augmenté de 99,20 EUR pour les bénéficiaires ayant charge de famille et à partir du 1er janvier 2003, à un montant inférieur à 546,49 EUR par mois, augmenté de 101,18 EUR pour les bénéficiaires ayant charge de famille. Ce montant est lié à l'indice-pivot 132,13. Il s'adapte conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer le montant précité conformément aux dispositions qui revalorisent le montant mensuel de certaines pensions légales après le 1er janvier 2003.
>
> À l'exception des administrations qui, en vertu de l'article 32 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, sont affiliées de plein droit à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, les organismes débiteurs versent le produit de la retenue à l'Institut dans le mois qui suit celui au cours duquel elle a été opérée. Chaque organisme débiteur qui ne verse pas la retenue à temps est en plus redevable d'une majoration et d'un intérêt de retard dont le montant et les conditions d'application sont fixés par le Roi. La majoration ne peut toutefois être supérieure à 10% de la retenue due.
>
> Le Roi fixe toutes les modalités nécessaires à l'exécution de la présente mesure, ainsi que la répartition de la ressource et la partie de celle-ci destinée au financement d'autres régimes d'assurance soins de santé. Le Roi fixe également l'indemnité forfaitaire

qui est due lorsque l'obligation de communication telle qu'elle est imposée à l'organisme débiteur n'est pas respectée.

Le Roi peut étendre l'application de la retenue définie à l'alinéa 1er à d'autres avantages accordés aux pensionnés, ainsi qu'aux revenus professionnels non soumis aux retenues de sécurité sociale dont ils bénéficient.

Les fonctionnaires désignés par le Roi veillent à l'exécution de ces dispositions.

Lorsque le recouvrement des sommes qui lui sont dues s'avère trop aléatoire ou trop onéreux par rapport au montant des sommes à recouvrer, l'Institut peut, dans les limites d'un règlement établi par son Comité général et approuvé par le Ministre, renoncer à poursuivre par voie d'exécution forcée le recouvrement de ces sommes.

Tout organisme débiteur est tenu de se faire immatriculer à l'Institut et de communiquer toutes les informations demandées dans le cadre de l'exécution de cette mesure et de l'article 9*bis* de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ; »

L'alinéa 1er du texte ci-avant résulte du remplacement réalisé, avec effet au 1er janvier 2013, par l'article 3, 1o, de la loi du 13 mars 2013 'portant réforme de la retenue de 3,55 % au profit de l'assurance obligatoire soins de santé et de la cotisation de solidarité effectuées sur les pensions'. L'article 3, 2o, de cette loi du 13 mars 2013 prévoit l'abrogation des autres alinéas reproduits ci-dessus – alinéas 2 à 9 – et son article 3, 3o, leur remplacement par un alinéa rédigé comme suit :

« L'Office national des Pensions perçoit la retenue visée à l'alinéa 1er et en verse mensuellement le produit à l'Institut, après déduction des frais d'administration exposés en la matière par l'Office national des Pensions, à l'exclusion des crédits de personnel et des crédits de fonctionnement informatique. L'Institut verse annuellement une partie des recettes à l'Office de sécurité sociale d'outre-mer et à la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins, au prorata du nombre de titulaires affiliés à ces régimes en qualité de pensionné ou de bénéficiaire d'une pension de survie ».

Les articles 4 et 13 de la même loi du 13 mars 2013 disposent comme suit :

« Art. 4. L'Office national des Pensions est chargé de la perception et de la gestion du produit de la retenue visée à l'article 191, alinéa 1er, 7o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Cette retenue ne peut avoir pour effet de réduire à partir du 1er janvier 2002, le total des pensions ou avantages, visés à l'article 191, alinéa 1er, 7o, alinéa 1er, de la loi du 14 juillet 1994 précitée, à un montant inférieur à 535,77 euros par mois, augmenté de 99,20 euros pour les bénéficiaires ayant charge de famille et à partir du 1er janvier 2003, à un montant inférieur à 546,49 euros par mois, augmenté de 101,18 euros pour les bénéficiaires ayant charge de famille. Ce montant est lié à l'indice-pivot 132,13. Il s'adapte conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer le montant précité conformément aux dispositions qui revalorisent le montant mensuel de certaines pensions légales après le 1er janvier 2003.

Le Roi fixe les modalités nécessaires de la perception et de la gestion de cette retenue, notamment :

1° le prélèvement de la retenue par les organismes débiteurs ainsi que les conditions de renonciation au recouvrement des montants arriérés correspondant aux retenues non opérées ;

2° le versement par les organismes débiteurs du produit de la retenue à l'Office et des sanctions en cas de défaut de versement ou de versement tardif ;

3° les obligations des organismes débiteurs en matière d'immatriculation auprès de l'Office et les sanctions en cas de non respect ;

4° les obligations des organismes débiteurs en matière de communication d'informations dans le cadre de l'exécution de cette retenue et de l'article 9*bis* de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ainsi que les sanctions en cas de non respect ;

5° les obligations de déclaration des bénéficiaires et les sanctions en cas de non respect ;

6° la définition de la notion de bénéficiaire avec charge de famille ;

7° la fixation du barème utilisé pour la conversion en rente fictive des pensions et avantages de pension payés sous la forme d'un capital ;

8° le contrôle de l'exécution des dispositions en la matière.

L'Office rembourse d'office aux ayants droit les retenues indues. Le Roi détermine les modalités de ce remboursement.

Les créances de l'Office sur la retenue visée à l'alinéa 1er se prescrivent par trois ans à compter de la date du paiement de la pension ou de l'avantage de pension. Les créances de l'Office sur les montants versés en application de l'alinéa 4 se prescrivent par trois ans à compter du remboursement par l'Office.

Les actions intentées par les bénéficiaires et par les organismes débiteurs contre l'Office en répétition des retenues indues visées à l'alinéa 1er se prescrivent par trois ans à partir de la date à laquelle la retenue a été versée à l'Office.

La prescription des actions visées à l'alinéa 6 est interrompue :

1° de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil ;

2° par une lettre recommandée adressée par l'Office à l'organisme payeur ou par une lettre recommandée adressée par l'organisme payeur à l'Office.

Art. 13. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi, au plus tard le 1er janvier 2014, à l'exception de l'article 3, 1o, et de l'article 7, qui produisent leurs effets le 1er janvier 2013 ».

L'article 16, 1°, du projet prévoit, en exécution de cet article 13, l'entrée en vigueur simultanée de l'arrêté en projet et de la loi du 13 mars 2013 précitée, de sorte qu'il faut, pour apprécier s'il constitue l'un des fondements juridiques du projet, envisager l'article 191, alinéa 1er, 7°, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités' tel qu'il est modifié, pour ne plus comporter que deux alinéas, par l'article 3 de cette loi du 13 mars 2013.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Alinéa 1er (nouveau)

Le projet à l'examen portant exécution de l'article 30 du Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 'portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale', il convient de mentionner ce Règlement dans un nouvel alinéa 1er [1].

Alinéa 4

L'arrêté en projet ne tend ni à modifier ni à abroger l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 'portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', de sorte que cet arrêté ne doit pas être visé à ce titre dans le préambule [2].

Si les auteurs du projet l'estiment utile à titre d'information concernant un élément du contexte juridique, mention peut être faite de l'article 11 de cet arrêté royal du 3 avril 1997 sous la forme d'un « considérant » à insérer dans le préambule à la suite des mentions portant sur l'accomplissement des formalités préalables [3].

DISPOSITIF

Article 1er

L'article 1er, a), alinéa 2, b), alinéa 2, et d), alinéa 2, excède la simple définition des concepts utilisés dans le projet à l'examen pour énoncer des dispositions normatives relatives respectivement :

- à l'assimilation de certaines rentes et pensions d'invalidité à la pension telle que définie au point a) (article 1er, a), alinéa 2, 1°, du projet) ;

- à l'exclusion de certaines sommes (pécules de vacances, allocations, indemnités et primes) de la notion d'« avantage de pension » tel que défini au point b) (article 1er, b), alinéa 2, du projet) ;

- à la détermination de l'application de l'augmentation du « plancher » pour les bénéficiaires ayant charge de famille tel que prévue au point d), alinéa 2, 1° à 3°, du projet.

---

[1] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n° 40.

[2] *Ibid.*, recommandation n° 40.

[3] *Ibid.*, recommandation n° 40.

Ce faisant, ces dispositions règlent la base de calcul de la retenue de 3,55 % instaurée par l'article 191, alinéa 1er, 7°, des lois coordonnées précitées et doivent faire l'objet d'articles distincts.

Article 4

1. Aux termes de l'extrait du procès-verbal de la réunion du Comité général de gestion de l'INAMI du 22 avril 2013 figurant au dossier transmis au Conseil d'État,

> « pour ce qui concerne la retenue de 3,55%, la loi du 13 mai portant réforme de la retenue de 3,55% au profit de l'assurance obligatoire soins de santé et de la cotisation de solidarité effectuées sur les pensions, en son article 3, 1°, a étendu le champ d'application de cette retenue aux pensions à charge d'un régime étranger ou d'un régime de pension d'une institution internationale. Antérieurement, la retenue n'était calculée que sur les pensions d'un régime belge. Cette modification vise à s'inscrire dans le cadre du Règlement européen 883/2004, suivant lequel les retenues sur les pensions ne peuvent être perçues que dans la mesure où les prestations de santé sont à charge d'une institution belge.
>
> *A contrario*, ne sont pas soumises à cette retenue, les pensions d'un régime belge qui sont payées à un pensionné qui réside dans un autre État membre de l'Espace Économique Européen mais qui n'est pas à charge de la Belgique pour ses soins de santé.
>
> Dans la même logique, les pensionnés qui résident en Belgique et sont à charge de l'assurance soins de santé belge, sont désormais soumis à la retenue sur l'ensemble de leurs revenus de pension qu'ils proviennent d'un régime belge, étranger et/ou d'une institution internationale.
>
> Suite à cette extension du champ d'application de la loi, l'article 1er, a), du nouveau projet d'arrêté royal d'exécution adapte, de façon identique, la définition du terme pension pour y englober les pensions des régimes étrangers ou d'institutions internationales.
>
> L'article 4, §§ 4 et 5, organise la façon dont l'institution belge de pension doit effectuer, sur la pension qu'elle paie, la partie de retenue qui correspond aux pensions à charge d'un régime étranger de pension ou d'un régime de pension d'une institution internationale ».

2. Au vu de la technicité de la mesure, il serait utile à la compréhension du projet à l'examen que celui-ci soit accompagné d'un rapport au Roi qui explique le système mis en place et, plus singulièrement en ce qui concerne l'article 4, § 4, du projet indique, en quoi et comment est rencontré l'un des objectifs poursuivis, à savoir que dorénavant les pensions à charge d'un régime étranger de pension ou d'un régime de pension d'une institution internationale soient également soumis à la cotisation de 3,55%.

L'article 4, § 4, couvre en effet deux situations.

Il prévoit que la partie de retenue de 3,55% à effectuer sur les montants dépasse le plancher,

> « qui correspond aux pensions à charge d'un régime étranger de pension ou d'un régime de pension d'une institution internationale et aux avantages de pension destinés à compléter de telles pensions est opérée uniquement :

1° lorsque l'intéressé a fixé son lieu de résidence principale en Belgique et qu'il bénéficie d'une pension ou d'un avantage y tenant lieu à charge d'un organisme belge de pension ;

2° lorsque l'intéressé a fixé son lieu de résidence principale à l'étranger et qu'il bénéficie des prestations de santé dues en exécution de santé dues en exécution de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités à charge d'une institution belge ».

Le rapport au Roi fera apparaître clairement dans quelle mesure ces deux hypothèses couvrent l'ensemble des cas d'application que concerne l'article 30 du Règlement 883/2004 précité de manière telle que cet article est effectivement correctement exécuté.

Qu'en est-il par exemple de l'intéressé qui, bénéficiant d'un régime de pension étranger ou international, a son lieu de résidence en Belgique et recourt aux prestations de santé belges ?

Article 10

Dans le paragraphe 3, les mots « des déclarations visées à l'article 6 » doivent être remplacés par les mots « des déclarations visées à l'article 7 ».

Article 12

Cette disposition abrogeant l'arrêté royal du 15 septembre 1980 'portant exécution de l'article 191, alinéa 1er, 7°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' doit citer les modifications dont il a fait l'objet et qui en déterminent encore la teneur au moment de l'abrogation [4].

Article 16

Le projet prévoit une entrée en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', alors que cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

[4] *Ibid*., recommandation n° 138.

Si la formule figurant au projet est maintenue, il y aura en tout cas lieu de s'assurer d'une date de publication telle que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié [5].

*

[5] *Ibid.*, recommandation n° 150.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

Luidens artikel 191, eerste lid, 7°, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994, bestaan de verzekeringsinkomsten inzonderheid uit

> "de opbrengst van een inhouding van 3,55 % verricht op de wettelijke ouderdoms-, rust-, anciënniteits- en overlevingspensioenen of op elk ander als zodanig geldend voordeel, ten laste van een Belgisch pensioenstelsel, van een buitenlands pensioenstelsel of van een pensioenstelsel van een internationale instelling, alsmede op elk voordeel, bedoeld als aanvulling van zo'n pensioen, zelfs als dit laatste niet is verworven en toegekend hetzij bij toepassing van wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen, hetzij bij toepassing van bepalingen die voortvloeien uit een arbeidscontract, een ondernemingsreglement, een collectieve ondernemingsovereenkomst of een collectieve sectoriële overeenkomst. Deze inhouding wordt eveneens verricht op het voordeel dat als een pensioen geldt of een pensioen aanvult, dat wordt toegekend aan een zelfstandige krachtens een collectieve overeenkomst of een individuele toezegging van een pensioen afgesloten door de onderneming alsmede op het aanvullend pensioen bepaald in artikel 42, 1°, van de programmawet van 24 december 2002.
>
> Deze inhouding mag niet tot gevolg hebben dat het totaal van de hierboven vermelde pensioenen of voordelen vanaf 1 januari 2002 wordt verminderd tot een bedrag, lager dan 535,77 EUR per maand verhoogd met 99,20 EUR voor de rechthebbenden met gezinslast en, vanaf 1 januari 2003, tot een bedrag, lager dan 546,49 EUR per maand, verhoogd met 101,18 EUR voor de rechthebbenden met gezinslast. Dit bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 132,13. Het wordt aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient te worden gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied, opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voornoemd bedrag vaststellen overeenkomstig de bepalingen waarmee het maandbedrag van sommige wettelijke pensioenen na 1 januari 2003 wordt geherwaardeerd.
>
> Met uitzondering van de overheidsdiensten die krachtens artikel 32 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, van rechtswege aangesloten zijn bij het Rijksinstituut voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, storten de uitbetalingsorganismen de opbrengst van de inhouding aan het Instituut tijdens de maand, volgend op die gedurende welke ze werd uitgevoerd. Elk uitbetalingsorganisme dat de inhouding niet tijdig stort is tevens een

opslag en een verwijlinterest verschuldigd waarvan het bedrag en de toepassingsvoorwaarden door de Koning worden vastgesteld. De opslag mag evenwel niet meer bedragen dan 10% van de verschuldigde inhouding.

De Koning bepaalt alle nodige modaliteiten ter uitvoering van deze maatregel, alsmede de verdeling van de opbrengst en het gedeelte ervan dat bestemd is voor de financiering van andere regelingen van geneeskundige verzorging. De Koning stelt eveneens de forfaitaire vergoeding vast die verschuldigd is bij niet naleving van de aan het uitbetalingsorganisme opgelegde mededelingsplicht.

De Koning kan de toepassing van de in het eerste lid bepaalde inhouding uitbreiden tot andere aan de gepensioneerden toegekende voordelen, alsmede tot de beroepsinkomsten die zij genieten en die niet onderworpen zijn aan inhoudingen van sociale zekerheid.

De door de Koning aangewezen ambtenaren waken over de uitvoering van deze bepalingen.

Wanneer de invordering van de hem verschuldigde sommen al te onzeker of te bezwarend blijkt te zijn in verhouding tot het bedrag van de in te vorderen sommen, kan het Instituut van de invordering van die bedragen door een gedwongen tenuitvoerlegging afzien binnen de perken van een reglement dat door zijn Algemeen comité is vastgesteld en door de Minister is goedgekeurd.

Ieder uitbetalingsorganisme is verplicht zich bij het Instituut te laten inschrijven en alle inlichtingen te verstrekken waarom in het kader van de uitvoering van deze maatregel en van artikel 9bis van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid wordt verzocht;"

Het eerste lid van de bovenstaande tekst vloeit voort uit de vervanging ervan, met ingang van 1 januari 2013, die tot stand gebracht is door artikel 3, 1°, van de wet van 13 maart 2013 'tot hervorming van de inhouding van 3,55 % ten gunste van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en de solidariteitsbijdrage verricht op de pensioenen'. Artikel 3, 2°, van die wet van 13 maart 2013 voorziet in de opheffing van de andere hierboven weergegeven leden – het tweede tot het negende lid – en artikel 3, 3°, van die wet voorziet in de vervanging van die leden door een lid dat is gesteld als volgt:

"De Rijksdienst voor Pensioenen int de inhouding bedoeld in het eerste lid en stort maandelijks de opbrengst ervan aan het Instituut, na aftrek van de door de Rijksdienst voor Pensioenen ter zake in rekening gebrachte administratiekosten, exclusief de personeelskredieten en de informaticawerkingskredieten. Het Instituut stort jaarlijks een deel van de opbrengsten aan de Dienst voor Overzeese Sociale Zekerheid en de Hulp- en Voorzorgskas voor Zeevarenden, naar rata van het aantal gerechtigden dat in de hoedanigheid van gepensioneerde of van begunstigde op een overlevingspensioen, bij die stelsels is aangesloten"

De artikelen 4 en 13 van dezelfde wet van 13 maart 2013 luiden als volgt:

"Art. 4. De Rijksdienst voor Pensioenen is belast met de inning en het beheer van de opbrengst van de inhouding bedoeld in artikel 191, eerste lid, 7°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Deze inhouding mag niet tot gevolg hebben dat het totaal van de in artikel 191, eerste lid, 7°, eerste lid, van de voormelde wet van 14 juli 1994 bedoelde pensioenen of voordelen vanaf 1 januari 2002 wordt verminderd tot een bedrag, lager dan 535,77 euro

per maand verhoogd met 99,20 euro voor de begunstigden met gezinslast en, vanaf 1 januari 2003, tot een bedrag, lager dan 546,49 euro per maand, verhoogd met 101,18 euro voor de begunstigden met gezinslast. Dit bedrag wordt gekoppeld aan de spilindex 132,13. Het wordt aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient te worden gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied, opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voornoemd bedrag vaststellen overeenkomstig de bepalingen waarmee het maandbedrag van sommige wettelijke pensioenen na 1 januari 2003 wordt geherwaardeerd.

De Koning bepaalt de nadere regels voor de inning en het beheer van deze inhouding, onder meer:

1° de heffing van de inhouding door de uitbetalingsinstellingen en de voorwaarden voor de kwijtschelding van de achterstallige bedragen die overeenstemmen met de niet-uitgevoerde inhoudingen;

2° de storting door de uitbetalingsinstellingen van de opbrengst van de inhouding aan de Rijksdienst en de sancties in geval van gebrek aan storting of laattijdige storting;

3° de verplichtingen van de uitbetalingsinstellingen inzake inschrijving bij de Rijksdienst en de sancties in geval van niet-naleving;

4° de verplichtingen van de uitbetalingsinstellingen op het vlak van de informatieverstrekking in het kader van de uitvoering van deze inhouding en van artikel 9*bis* van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid en de sancties in geval van niet-naleving;

5° de aangifteverplichtingen van de begunstigden en de sancties in geval van niet-naleving;

6° de definitie van het begrip van begunstigde met gezinslast;

7° de vaststelling van het barema dat zal worden gebruikt voor de omzetting in een fictieve rente van pensioenen en pensioenvoordelen die werden betaald in de vorm van een kapitaal;

8° de controle op de uitvoering van de desbetreffende bepalingen.

De Rijksdienst betaalt van ambtswege de onverschuldigde inhoudingen terug aan de rechthebbende. De Koning bepaalt de nadere regels van deze terugbetaling.

De schuldvorderingen van de Rijksdienst op de inhouding bedoeld in het eerste lid verjaren na drie jaar, te rekenen vanaf de datum van de betaling van het pensioen of het pensioenvoordeel. De schuldvorderingen van de Rijksdienst op de in toepassing van het vierde lid gestorte bedragen, verjaren na drie jaar te rekenen vanaf de terugbetaling door de Rijksdienst.

De vorderingen tot terugvordering van onverschuldigde inhoudingen, bedoeld in het eerste lid, ingesteld tegen de Rijksdienst door de begunstigden en door de uitbetalingsinstellingen, verjaren na drie jaar, te rekenen vanaf de datum waarop de inhouding is overgemaakt aan de Rijksdienst.

De verjaring van de vorderingen, bedoeld in het zesde lid, wordt onderbroken:

1° op de wijze zoals voorzien in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek;

2° met een aangetekende brief die door de Rijksdienst aan de uitbetalingsinstelling is gericht of met een aangetekende brief die door de uitbetalingsinstelling aan de Rijksdienst is gericht.

Art. 13. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 januari 2014, met uitzondering van artikel 3, 1°, en artikel 7, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2013".

Artikel 16, 1°, van het ontwerp bepaalt ter uitvoering van dat artikel 13 dat het ontworpen besluit en de voornoemde wet van 13 maart 2013 gelijktijdig in werking treden. Om uit te maken of artikel 191, eerste lid, 7°, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen' een van de rechtsgronden van het ontwerp vormt, moet die bepaling derhalve worden beschouwd in de versie zoals die door artikel 3 van die wet van 13 maart 2013 is gewijzigd en die nog slechts twee leden omvat.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Eerste lid (nieuw)

Daar bij het voorliggende ontwerp uitvoering wordt verleend aan artikel 30 van verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 'betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels', moet deze verordening in een nieuw eerste lid worden vermeld.[1]

Vierde lid

Het ontworpen besluit strekt noch tot wijziging noch tot opheffing van het koninklijk besluit van 3 april 1997 'houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels', zodat dit besluit als zodanig niet in de aanhef hoeft te worden vermeld.[2]

Indien de stellers van het ontwerp zulks nuttig achten als informatie betreffende een onderdeel van het juridische kader, kan artikel 11 van dat koninklijk besluit van 3 april 1997

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 40.

[2] *Ibid*., aanbeveling 40.

als een "overweging" in de aanhef worden ingevoegd, na de vermeldingen betreffende de vervulling van de voorafgaande vormvereisten.[3]

DISPOSITIEF

Artikel 1

Artikel 1, a), tweede lid, b), tweede lid, en d), tweede lid, omvat meer dan een loutere omschrijving van de begrippen die in het voorliggende ontwerp worden gebruikt om regelgevende bepalingen te formuleren betreffende respectievelijk:

- de gelijkstelling van bepaalde renten en invaliditeitspensioenen met het pensioen zoals gedefinieerd in punt a) (artikel 1, a), tweede lid, 1°, van het ontwerp);

- het niet in aanmerking nemen van bepaalde sommen (vakantiegelden, toelagen, vergoedingen en premies) als "pensioenvoordeel" zoals gedefinieerd in punt b) (artikel 1, b), tweede lid, van het ontwerp);

- het bepalen dat de verhoging van de "drempel" toegepast wordt voor begunstigden met gezinslast zoals gedefinieerd in punt d), tweede lid, 1° tot 3°, van het ontwerp.

Aldus regelen deze bepalingen de berekeningsgrondslag van de inhouding van 3,55 %, vastgesteld bij artikel 191, eerste lid, 7°, van de voornoemde gecoördineerde wetten, en moeten ze in aparte artikelen worden ondergebracht.

Artikel 4

1. Het uittreksel uit de notulen van de vergadering van het algemeen beheerscomité van het RIZIV van 22 april 2013 waarvan de Franse tekst zich bevindt in het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden, luidt als volgt:

> "Wat de inhouding van 3,55 % betreft, heeft de wet van 13 maart tot inhouding van 3,55 % ten gunste van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en de solidariteitsbijdrage verricht op de pensioenen in haar artikel 3, 1° de werkingssfeer van deze inhouding uitgebreid tot de pensioenen ten laste van een buitenlands pensioenstelsel of van een pensioenstelsel van een internationale instelling. Vroeger werd de inhouding slechts berekend op pensioenen ten laste van een Belgisch pensioenenstelsel. Die wijziging beoogt de inschrijving in het kader van de Europese Verordening 883/2004 volgens welke de inhoudingen slechts kunnen worden geïnd voor zover de geneeskundige verstrekkingen ten laste zijn van een Belgische instelling.
>
> *A contrario* zijn niet onderworpen aan deze inhoudingen de pensioenen ten laste van een Belgisch pensioenstelsel die worden uitbetaald aan een gepensioneerde die in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte verblijft en voor zijn geneeskundige verzorging niet ten laste van België is.

[3] *Ibid*., aanbeveling 40.

In diezelfde logica zijn de gepensioneerden die in België verblijven en ten laste zijn van de Belgische ziekteverzekering voortaan onderworpen aan de inhouding op het geheel van hun pensioeninkomsten, ongeacht of ze voortkomen uit een Belgisch, een buitenlands en/of een pensioenstelsel van een internationale instelling.

Als gevolg van die uitbreiding van de werkingssfeer van de wet past artikel 1, a) van het nieuwe ontwerp van koninklijk uitvoeringsbesluit op dezelfde wijze de definitie van het begrip pensioen aan om er de pensioenen van de buitenlandse stelsels of van de internationale instellingen op te nemen.

Artikel 4, §§ 4 en 5 organiseert de wijze waarop de Belgische pensioeninstelling op het pensioen dat zij uitbetaalt het gedeelte van de inhouding moet verrichten die overeenstemt met de pensioenen ten laste van een buitenlands pensioenstelsel of van een pensioenstelsel van een internationale instelling."

2. Op grond van de technische inslag van de maatregel zou het voor een goed begrip van het voorliggende ontwerp nuttig zijn bij het ontwerp een verslag aan de Koning te voegen waarin de ingevoerde regeling wordt toegelicht en waarin, meer bepaald betreffende artikel 4, § 4, van het ontwerp, wordt aangegeven in welk opzicht en hoe één van de nagestreefde doelstellingen wordt verwezenlijkt, namelijk dat op pensioenen ten laste van een buitenlands pensioenstelsel of van een pensioenstelsel van een internationale instelling voortaan ook een bijdrage van 3,55 % verschuldigd zou zijn.

Artikel 4, § 4, heeft immers op twee situaties betrekking.

Het bepaalt dat het gedeelte van de inhouding van 3,55 % dat moet worden uitgevoerd op de bedragen, de drempel overschrijdt die

"overeenstemt met pensioenen ten laste van een buitenlands pensioenstelsel of van een pensioenstelsel van een internationale instelling en met pensioenvoordelen bedoeld als aanvulling van dergelijke pensioenen wordt uitsluitend verricht:

1° als de gerechtigde zijn hoofdverblijfplaats heeft gevestigd in België en een pensioen of als zodanig geldend voordeel ten laste van een Belgische pensioeninstelling geniet;

2° als de gerechtigde zijn hoofdverblijfplaats heeft gevestigd in het buitenland en de geneeskundige verstrekkingen verschuldigd in uitvoering van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen geniet ten laste van een Belgische instelling."

Uit het verslag aan de Koning zal duidelijk moeten blijken in hoeverre deze twee mogelijkheden alle gevallen waarop artikel 30 van de voornoemde verordening 883/2004 betrekking heeft, bestrijken, zodat dit artikel daadwerkelijk correct is uitgevoerd.

Zo rijst bijvoorbeeld de vraag hoe het gesteld is met de betrokkene die onder een buitenlands of internationaal pensioenstelsel valt, zijn verblijfplaats in België heeft en Belgische geneeskundige verstrekkingen geniet.

Artikel 10

In paragraaf 3 moeten de woorden "de in artikel 6 bedoelde aangifte" worden vervangen door de woorden "de in artikel 7 bedoelde aangifte".

Artikel 12

Doordat bij deze bepaling het koninklijk besluit van 15 september 1980 'tot uitvoering van artikel 191, eerste lid, 7°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' wordt opgeheven, moeten in die bepaling de wijzigingen worden vermeld die in dat besluit zijn aangebracht en die op het ogenblik van de opheffing nog steeds de inhoud ervan bepalen.[4]

Artikel 16

Het ontwerp voorziet in een inwerkingtreding op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Zulk een regel van inwerkingtreding heeft het nadeel dat, indien het ontworpen besluit aan het einde van de maand bekendgemaakt wordt, de adressaten ervan niet zullen beschikken over de normale termijn van tien dagen om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen', terwijl die bepaling aan eenieder een redelijke termijn beoogt te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Indien de formulering in het ontwerp behouden wordt, behoort hoe dan ook gezorgd te worden voor een datum van bekendmaking die iedereen voldoende tijd laat om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.[5]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON Yves KREINS

[4] *Ibid.*, aanbeveling 138.

[5] *Ibid.*, aanbeveling 150.